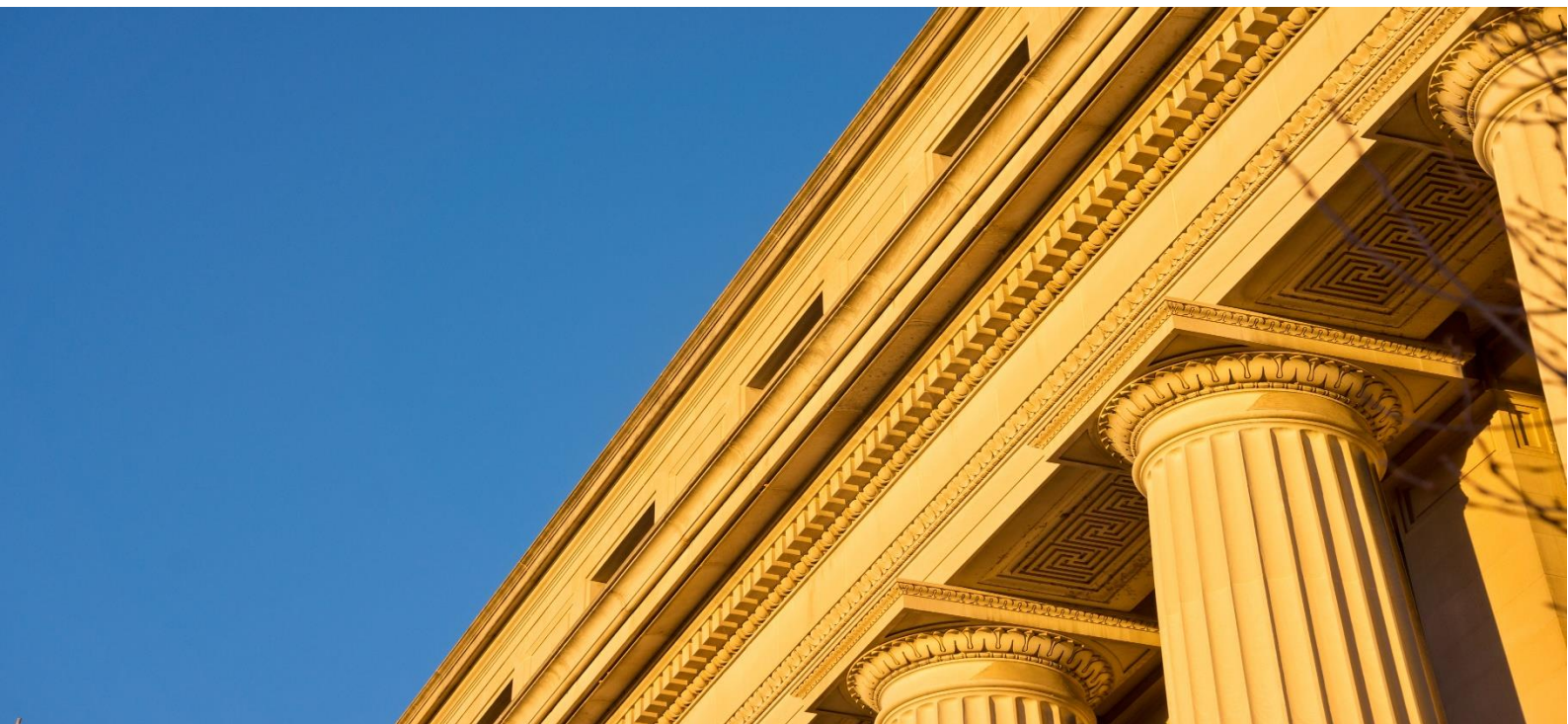




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



VEILLE JURIDIQUE

03-2024

JURISPRUDENCE :

- ❖ **CA Paris 16/02/2024 RG n°21/14088** : Au regard de l'ampleur des travaux réalisés, avec des apports de matériaux nouveaux incorporés à l'ouvrage et conduisant à une transformation totale du terrain existant, la centrale solaire constitue un ouvrage au sens des dispositions de l'article 1792 du code civil. Le poste de transformation en litige, qui constitue une construction incorporée au sol, participait de la réalisation de cet ouvrage dans son ensemble. Dès lors, c'est à juste titre que le tribunal de commerce a considéré que cette construction constituait un ouvrage au sens de ces dispositions.
- ❖ **Cass. com., 14/02/2024, n°22-10.472** : Rejet par la Cour de Cassation d'un pourvoi formé par la société de presse Bloomberg. Lorsqu'il n'a pas respecté les règles de sa profession, un journaliste qui provoque une chute du cours d'une action en diffusant, même involontairement, une information fausse et trompeuse sur une société cotée en bourse, peut être sanctionnée par l'AMF. Ce n'est pas la première fois qu'une juridiction suprême civile ou administrative se prononce sur le bien fondé d'une décision rendue par une autorité administrative indépendante ou non. Ainsi, par une décision du 27 juin 2022, le Conseil d'État avait confirmé la sanction de 35 M € prononcée par la CNIL à l'encontre d'Amazon en 2020 pour des dépôts de cookies sur les ordinateurs d'utilisateurs sans consentement préalable ni information. (<https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/CE/decision/2022-06-27/451423>)
- ❖ **Cass. 3e civ., 1/02/2024, n°22-21.025, B** : La Cour de Cassation a jugé que la recevabilité de l'action en garantie d'un responsable dirigée contre l'assureur de responsabilité d'un autre responsable n'est pas subordonnée à la mise en cause de l'assuré.
- ❖ **Cass. 2eme civ., 21/12/2023, n°21-25.352** : La Loi n° 85-677 du 5 juillet 85, dites Loi Badinter, sur les accidents de la circulation s'applique aux trams qui circulent sur des voies qui leur sont propres. La Cour d'appel a fait une juste application de la loi en jugeant qu'un tramway ne circulait pas sur une voie qui lui était propre, au sens de ce texte, dès lors qu'à l'endroit du choc avec le piéton victime cette voie n'était pas isolée du trottoir qu'elle longeait

CONFORMITE :

- ❖ **LCB-FT - Règlement délégué (UE) 2024/163 de la Commission** du 12 décembre 2023 modifiant le règlement délégué (UE) 2016/1675 : retrait des Îles Caïmans et de la Jordanie de la liste des pays tiers à haut risque. En revanche le Sénégal demeure dans la liste.
- ❖ **AMLA** : Le siège de la nouvelle autorité européenne sur la lutte anti blanchiment se trouve dorénavant à Francfort au cotés du siège social de la BCE. Cette autorité aura des compétences de contrôle direct et indirect par le biais des autorités régulatrices des Etats membres. Les registres européens de UBO seraient ouverts aux acteurs privés

réglementés et aux journalistes (pour rappel la CJUE avait confirmé en 2022 dans le dossier C-37/20 | Luxembourg Business Registers et C-601/20 | Sovim que la disposition prévoyant que les informations sur les bénéficiaires effectifs des sociétés constituées sur le territoire des États membres soient accessibles dans tous les cas à tout membre du grand public était invalide).

Pour visionner la conférence de presse de l'UE : <https://video.consilium.europa.eu/event/en/27358>

- ❖ **Nouvelle liste des ETNC - Arrêté du 16/02/2024 modifiant l'arrêté du 12/02/2010 pris en application de l'article 238-0A-1 alinéa 2 du CGI** : inscription des Bahamas et des îles Turks & Caicos sur la liste noire UE des juridictions non coopératives en matière de fiscalité.
Liste des États soumis à l'intégralité des mesures dissuasives UE : Panama, Anguilla, Îles vierges britanniques, Seychelles, Vanuatu, Bahamas, Îles Turks & Caicos.
Liste des États soumis à certaines mesures dissuasives : Samoa américaines, Fidji, Guam, Samoa, Trinité et Tobago, Palaos, Îles vierges américaines.
- ❖ **LCB-FT - Conseil d'Etat 9eme et 10eme chambres réunies 05/02/2024 n°470957** : Le Conseil d'Etat confirme que la commission des sanctions de l'ACPR a fait une exacte application des dispositions réglementaires relatives aux obligations de vigilance constante en matière de LCB-FT dans le recours formé par la caisse régionale du Crédit Agricole mutuel du Languedoc. La sanction du 01/12/2022 consistait en une amende de 500 000€ et un blâme.
- ❖ **RGPD : CJUE, 25/01/2024, C-687/21** : La CJUE précise les conditions de réparation du préjudice résultant d'une violation des dispositions des articles 5,24,32,82 du RGPD ([CURIA - Documents \(europa.eu\)](#))
- ❖ **SANCTIONS - 13ème Paquet de sanctions à l'encontre de la Russie** : Ce train de mesures vise à restreindre l'accès de la Russie à la technologie militaire, par exemple pour les drones, et à inscrire de nouvelles sociétés et personnes physiques sur la liste de ceux qui participent à l'effort de guerre de la Russie. On note que des entreprises étrangères non russes sont sanctionnées pour leur soutien à l'effort de guerre russe (quatre sociétés chinoises, une société Kazakh, une société indienne, une société serbe, une société thaïlandaise, une société sri-lankaise et une société turque commercialisant des composants électroniques destinés au complexe militaro-industriel russe.) Le nouveau train de mesures élargit au Royaume-Uni la liste des pays partenaires pour l'interdiction des importations indirectes de fer et d'acier.
[L'Union européenne adopte le 13ème train de sanctions contre la Russie après deux ans de guerre d'agression contre l'Ukraine - Commission européenne \(europa.eu\)](#)

TEXTES :

- ❖ **Création du Bureau de l'intelligence artificielle par la Commission européenne** – Décision du 24/01/2024 (JOUE le 14/02/2024 C/2024/1459)

CONFERENCES WEBINAR



WEBINAR 19 Mars 2024 10h30 – Le cabinet FB CONSEIL aura le plaisir d'intervenir dans le cadre d'un Webinar interactif intitulé « *tout comprendre sur l'assurance voyage* » en collaboration avec le courtier d'assurance MARSH et le cabinet AEDONIA. Pour s'inscrire cliquer sur le lien suivant : [Microsoft Virtual Events Powered by Teams](#)

Le cabinet FB CONSEIL dispense des formations Compliance intra-entreprises et au sein d'organismes certifiés QUALIOPI. CONTACTEZ-NOUS !



